

Rentrée 2023

# L'Education Nationale tacle méchamment les collèges et lycées de l'académie de Lille



Le ministre prétendait vouloir lutter contre les inégalités : il dépouille les collèges et les lycées de l'académie de Lille, l'une des plus socialement défavorisées, de 160 emplois à la rentrée 2023.

Pour masquer les effets régressifs et concrets des choix budgétaires de son gouvernement, P. Ndiaye tient un discours rassurant et cynique : il veut faire croire que les retraits de moyens sont corrélés à l'évolution du nombre d'élèves.

La vérité, c'est que la baisse du nombre d'élèves dans le 2d degré public est marginale (0,69%), alors que les suppressions de moyens d'enseignement représentent dans l'académie le tiers des suppressions au niveau national (-481 emplois).

La vérité, c'est qu'il voudrait faire oublier que 960 emplois ont déjà été repris entre 2018 et 2022 (11% des suppressions nationales) alors même que la démographie était dynamique.

En collège, le Ministre prétend vouloir "redresser la barre".

Dans la réalité, les équipes seront placées dans l'incapacité de gérer l'hétérogénéité, qui plus est dans un contexte de crises qui se succèdent.

Avec un nombre croissant de classes à 30 élèves, c'est la notion d'école inclusive qui est attaquée, et la scolarisation des élèves en situation de handicap et l'aide aux élèves aux besoins éducatifs particuliers qui sont gravement compromises.

L'éducation prioritaire, que le ministre prétend reconfigurer en 2023, verra ses moyens à nouveau ponctionnés, et les lycées en sont toujours exclus.

En Lycée Général et Technologique, les classes sont déjà chargées jusqu'à 35, voire 36 élèves. Les options sont financées sur moyens propres et l'offre de spécialités limitée par les moyens horaires dévolus à chaque établissement. La réforme du lycée a sonné le glas des LCA, des LV3, des options artistiques mais aussi de l'aide personnalisée aux élèves faute de moyens. **Jusqu'où ira le ministère dans la maltraitance des élèves et des collègues ?**

Pour les vies scolaires, l'embellie n'aura duré qu'un an.

Alors que 100 postes sont créés à l'échelle nationale, l'académie se voit privée cette année de dotations supplémentaires. Pourtant, les besoins ne sont pas moindres : de nombreux établissements demeurent insuffisamment dotés en postes de CPE pour faire face aux effectifs pléthoriques et aux situations sociales dégradées des élèves.

Les PsyEN resteront en nombre insuffisant, le service public d'orientation est plus que jamais menacé.

Derrière le médiatique "CNR de l'Education", où le gouvernement se targue de renforcer les projets locaux et d'accompagner les équipes, la réalité des politiques éducatives est brutale : le second degré est malmené, et les personnels toujours méprisés.

**Tout en continuant à construire la mobilisation unitaire sur les retraites, le Snes et la FSU appellent d'ores-et-déjà à la grève dans l'Education le mardi 17 janvier.**

Lille, le 14 décembre 2022